

*Les crédits*

Tout cela c'est la politique libérale. Elle a été énoncée par le critique libéral des finances, le député d'Etobicoke-Nord (M. MacLaren). L'article dit encore:

A propos des 29 milliards de déficit, MacLaren disait qu'à moins que le gouvernement ne prenne des mesures lors du prochain budget, le déficit augmenterait.

«Il me semble extrêmement important de faire en sorte que tout programme de réduction des dépenses prévoit que ceux qui sont réellement dans le besoin, non seulement continuent de recevoir ce qu'ils ont actuellement, mais reçoivent davantage, car il y a dans ce pays des groupes de vrais nécessiteux.

Les programmes comme les allocations familiales et la sécurité de la vieillesse doivent continuer à exister pour ceux qui sont dans le besoin», disait-il.

«Le moyen le plus efficace de faire en sorte que les Canadiens dans le besoin reçoivent une aide suffisante. . . est de taxer les prestations de ceux qui peuvent s'en passer», ajoutait-il.

Qui parle pour le parti libéral, le critique des finances ou quelqu'un d'autre qui prend la parole pour nous dégoiser toutes sortes d'arguments spécieux comme vient de le faire le député? Qui parle pour le parti libéral? Y a-t-il un porte-parole, ou bien y a-t-il 100 voix? Est-ce que 100 fleurs peuvent éclore? Quand allez-vous vous brancher? Comment les Canadiens peuvent-ils vous faire confiance une seconde lorsque vous ne savez pas d'une minute à l'autre qui va dire quoi et qui parle pour le parti? Votre critique des finances avait-il raison lorsqu'il a dit que tout ce qui disparaîtra sera imputé à l'accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis? Qui parle pour le parti?

**M. Dingwall:** Monsieur le Président, il est toujours très divertissant d'écouter le député de Terre-Neuve. Il a adopté à la Chambre la vieille astuce que les ministériels utilisent depuis 1984. Lorsqu'ils rencontrent des difficultés avec leurs mesures budgétaires, comme cela a été le cas pour le ministre au sujet d'une taxe très rétrograde—l'homme des 18 cents—que font-ils? Le député de St. John's-Ouest (M. Crosbie) se lève, hurle et débite des absurdités.

Le député fait allusion à un article. Il sait qu'on a demandé à mon collègue les diverses possibilités qui s'offrent au gouvernement. Il les a expliquées. C'est le gouvernement qui doit assumer la responsabilité d'avoir choisi d'attaquer les Canadiens à revenu faible et moyen pour renflouer sa trésorerie. Ce sont les ministériels qui doivent endosser cette responsabilité et non pas nous de l'opposition. Ils ont un mandat à remplir et ils devraient traiter les Canadiens avec justice et dignité.

**M. Hovdebo:** Monsieur le Président, dans une large mesure nous sommes tous d'accord, je pense, avec les commentaires du député de Cape Breton—Richmond—Est (M. Dingwall). Cependant, nous expliquera-t-il quelle différence il y a entre le gel imposé par le gouvernement libéral au début des années 80 avec son programme des 5 et 6 p. 100, et la désindexation qu'impose actuellement le gouvernement?

**M. Dingwall:** Monsieur le Président, je croyais que le député était ici lorsque les mesures en question ont été proposées et débattues avec vigueur et enthousiasme à l'époque. Il n'ignore certainement pas qu'à la suite d'une récession mondiale, qui a eu de grandes répercussions sur l'économie canadienne, il a fallu prendre diverses mesures.

Je rappelle au député que le programme des 5 et 6 p. 100 auquel il fait allusion n'était que temporaire contrairement aux mesures fiscales particulières proposées par le ministre des Finances (M. Wilson) non seulement dans ce budget, mais en fait dans les précédents. C'est la distinction que devrait faire le député.

**L'hon. Perrin Beatty (ministre de la Santé nationale et du Bien-être social):** Monsieur le Président, il y a deux jours, le chef de l'opposition (M. Turner) a parlé en termes émouvants de ce que la Chambre des communes pourrait être à son meilleur. Il a dit ceci:

La Chambre demeure la tribune de la nation, la plus haute instance du pays. C'est l'endroit où, en définitive, les questions doivent être tranchées.

Il a poursuivi en disant qu'il est essentiel que nous agissions pour donner au Parlement toute l'importance qu'il mérite en tant qu'endroit où les questions vitales auxquelles le Canada fait face doivent être tranchées. Tous ceux d'entre nous qui aiment cette institution partagent l'opinion du chef de l'opposition au sujet de ce que la Chambre des communes peut être et de ce qu'elle est trop souvent devenue.

Ma crainte, c'est qu'un nombre croissant de Canadiens trouvent que non seulement le Parlement a perdu son importance, mais aussi le débat politique lui-même. Nos partis politiques devraient offrir aux Canadiens différentes visions du Canada. Malheureusement, au lieu de cela, l'esprit de parti prend le dessus sur la politique, et les attitudes affectées remplacent les principes.

La motion présentée par le Parti libéral aujourd'hui ne contribue pas à améliorer la qualité du débat politique. Elle ne fait plutôt que dégrader nos discussions en défor-